Centre arabe de recherches
& d'études politiques

Axe : Études palestiniennes | Juin 2025

Relire Sabra et Chatila aujourd'hui

Un continuum de génocides depuis 1948

Leila Seurat

Politologue, chercheuse au Centre arabe de recherches et d'études politiques de Paris

Leila Seurat

Leila Seurat est chercheuse au Centre arabe de recherches et d'études politiques de Paris (CAREP Paris), associée au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP) et à l'Observatoire des mondes arabes et musulmans (OMAM).

Elle a enseigné la sociologie des relations internationales et la sociologie politique des pays arabes à Sciences Po, ainsi que l'histoire du Moyen-Orient contemporain à l'INALCO.

CAREP Paris

12 rue Raymond Aron
75013 Paris

01 43 45 45 94
www.carep-paris.org
contact@carep-paris.org

TOUS DROITS RÉSERVÉS © CAREP PARIS : WWW.CAREP-PARIS.ORG

La fosse était ronde, comme une assiette ou une marmite profonde posée sur une table. Elle avait été comblée avec du sable, mais le sable avait un aspect différent : il ressemblait à une pâte épaisse, à cause du nombre de gens tués. La boue au fond n'avait pas séché, il y avait tellement de sang que c'était encore mou.

La chose la plus difficile à supporter, c'était l'odeur, celle de la terre et du sang mêlés. Et je ne pouvais pas bouger car il était sur moi, ses bottes me broyaient la tête.

Il hurlait : « Appelle la maison de Dieu pour qu'elle vienne te sauver, espèce de ——. » Puis il demandait encore : « Tu fais quoi comme travail ? Tu sers les maisons de Dieu, hein ? D'accord, fils de pute, c'est quoi ton nom ? » J'ai répondu, sans réfléchir : « Je m'appelle Mahmoud Hasan. » Je n'ai pas donné mon vrai nom à ce moment si proche de la mort, je ne sais pas pourquoi.

En tombant dans la fosse, j'ai vu quelqu'un que je connaissais depuis qu'il était enfant ; il s'appelait Elias. J'avais travaillé avec son père qui me respectait beaucoup.

J'ai senti qu'il me regardait, se demandant si c'était bien moi.

Puis j'ai entendu Elias dire : « Je t'en supplie, Robert, je suis prêt à m'agenouiller et à t'embrasser les pieds. Ce hajj, le dernier ici. Pour l'honneur, cet homme m'a élevé, je le jure sur mon honneur et le tien, mes parents et moi avons mangé chez lui. Je n'oublierai jamais cette faveur. Je t'en supplie, Robert. »

« Robert ! » Je n'oublierai jamais ce nom, que Dieu l'envoie en enfer. Il m'a dit : « Lève-toi, espèce de ——. » Il m'a saisi, m'a tiré par l'épaule au point de presque me la déboîter, et m'a jeté par terre. Puis Elias m'a dit de me lever vite, avant que quelqu'un arrive, et nous avons commencé à marcher.

Je n'avais fait que quelques pas quand j'ai entendu les tirs : « tou, tou, tou, tou, tou… » J'ai tourné la tête vers la fosse et je suis resté figé. Ils étaient en train de tous les abattre.

> Extrait de « La fosse de la mort », entretien n°16, réalisé le 16 février 1983, *in* Bayan Nuwayhed al-Hout, *Sabra and Shatila: September 1982*, Pluto Press, 2004.

Haj Mahmoud, ouvrier technique du camp de Sabra est le seul survivant à être descendu dans la fosse ce samedi 18 septembre 1982. Quarante-trois ans après les évènements, son récit glace le sang tant il résonne avec l'actualité brûlante des massacres perpétrés quotidiennement contre les gazaouis depuis près de vingt mois.

Le caractère génocidaire de la guerre en cours ne fait aujourd'hui plus de doute, au moins depuis que la Cour Internationale de Justice a retenu, en janvier 2024, l'hypothèse du génocide et édité quatre ordonnances impliquant des mesures conservatoires et contraignantes. En mars 2024, Francesca Albanese, la rapporteuse spéciale de l'ONU pour les Territoires Palestiniens Occupés présentait son rapport « Anatomie d'un génocide » au Conseil des droits de l'homme. Nombre d'ONG internationales ont également dénoncé les actes de génocide de cette guerre

d'extermination visant avant tout les civils palestiniens. Cet investissement juridique n'a pour l'heure mené à aucun jugement ni sanction. Bien au contraire, Gaza semble être le tombeau du droit international[1].

Un retour s'avère ici nécessaire, aussi bien pour souligner les errances du droit international que pour historiciser la qualification de génocide. En décembre 1982, l'Assemblée générale des Nations unies qualifiait déjà les massacres de Sabra et de Chatila d'« acte de génocide » dans sa résolution 27/123. Il y a quarante-trois ans, le rapport de la commission internationale d'experts indépendants sous la présidence de l'ancien ministre des affaires étrangère irlandais Sean MacBride faisait également usage de cette notion sans que celle-ci ne soit suivie d'une quelconque forme de condamnation ni d'un investissement spécifique de la part de la Cour internationale de Justice. Il quarante-trois ans, on disait déjà que la justice avait été enterrée à Sabra et Chatila.

Le génocide de Sabra et de Chatila reste dans l'ombre des *Genocide studies*. La marginalisation de ce cas d'étude dans les travaux de sciences sociales nous avait ainsi amenés, en 2016, à lui consacrer une note de synthèse dans le cadre de la Mission ministérielle détude en France sur la recherche et l'enseignement des génocides et des crimes de masse. Le texte qui suit est extrait de ce travail qu'il s'agit aujourd'hui de relire à la lumière de nouvelles découvertes archivistiques mais aussi au regard du génocide en cours silencé dans le champ académique hexagonal.

Sabra et Chatila est une étape centrale d'un génocide multiforme dont la principale caractéristique et de perdurer sur le temps long. Perpétré par les phalangistes libanais, il s'inscrit dans un plan plus large élaboré en amont par les responsables politiques israéliens visant à exterminer les Palestiniens. Le laisser-faire américain occupait déjà une place décisive dans la compréhension de ces massacres. Il est aujourd'hui central pour saisir comment Israël a pu, en l'espace de vingt mois, assassiner plus de 55 000 Palestiniens dans la bande de Gaza[2].

Quarante-trois heures de massacres

Le récit de sens commun, très présent chez une partie des Chrétiens Libanais, tend à considérer les massacres de Sabra et de Chatila comme une réaction de vengeance faisant directement suite à l'assassinat le 14 septembre 1982 de Bachir Gemayel, fondateur des Forces libanaises et fraîchement élu à la présidence de la république. Il convient de déconstruire cette chronologie qui mésestime aussi bien l'alliance forgée depuis 1975 entre Menahem Begin et Bachir Gemayel qui s'est accompagnée des massacres des Palestiniens de la Quarantaine et de Tal al-Zaatar l'année suivante, que le contexte très immédiat de l'invasion israélienne du Liban le 6 juin 1982 condamnée le jour même par un vote de l'ONU[3].

1 Joan Soufi, « Que peut faire la justice internationale pour Gaza ? » dans Bontemps, Latte-Abdallah (dir.) *Gaza, une guerre coloniale*, Actes Sud, Sindbad, 2025.

2 Ce chiffre fait références aux victimes directes des bombardements. Pour une prise en compte globale du nombre dans la bande de Gaza depuis octobre 2023, voir Khatib, Rasha et al., «Counting the dead in Gaza: difficult but essential, *The Lancet,* Volume 404, Issue 10449, pp. 237-238, URL: https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(24)01169-3/fulltext

3 La RES 509 du CS de l'ONU exige « le retrait immédiat de l'armée israélienne ».

Fin août 1982, alors que l'armée israélienne occupe le pays depuis plus de deux mois, une Force Multinationale intervient pour superviser le départ des combattants de l'OLP achevé le 1er septembre. Puis, celle-ci se retire étrangement le 11 septembre trois jours avant l'assassinat le 14 septembre de Bachir Gemayel. Le lendemain de l'assassinat de Gemayel, Ariel Sharon prétexte l'urgence de maintenir l'ordre à Beyrouth où il resterait d'après lui entre 2 000 et 3000 combattants. Le 15 septembre au matin, l'armée israélienne commence à attaquer Beyrouth-Ouest et envahit cette partie de la ville.

Les Israéliens installent ensuite leur poste de commandement au dernier étage d'un bâtiment qui surplombe les camps. Depuis cette position, et équipés de jumelles et de télescopes ils disposaient ainsi de toute la latitude pour observer ce qu'il se passait dans les camps où entrent, le 16 septembre, des miliciens sous le commandement d'Élie Hobeika responsable du bureau des opérations militaires des Forces Libanaises. Les massacres dureront jusqu'au 18 septembre. Le nombre de morts reste difficile à évaluer compte tenu de la disparition des cadavres déplacés ou brûlés. En fonction des sources, on dénombre entre 800 et 3500, chiffre le plus vraisemblable qui ressort des conclusions de l'enquête menée par Bayan al-Hout autrice de l'ouvrage de référence sur le sujet[4].

Dès septembre 1982, Bayan al-Hout entreprend la collecte systématique de récits émanant des familles des victimes et des témoins directs, du siège de la zone par l'armée israélienne, à la perpétration des massacres par les miliciens, jusqu'à l'intervention des organisations humanitaires. Son travail, qui a permis d'identifier 906 victimes et 484 disparus, établit que plus de 56% d'entre elles ont été tuées le premier jour, 29% le deuxième et 13% le troisième qui a vu culminer le nombre d'enlèvements.

Bayan al-Hout conteste plusieurs points fondamentaux du rapport de la commission Kahane crée sous l'égide du gouvernement israélien en 1983 et confiée à Yitzhak Kahane, le président de la Cour suprême en Israël[5]. Le rapport, publié en février 1983, impute la responsabilité directe aux phalangistes et la responsabilité indirecte à Israël qui aurait pris ses décisions sans freiner la force destructrice des phalangistes. Apparaît ainsi toute la visée disculpatoire de cette commission puisque Kahane n'est pas autorisée à divulguer des informations « contraires à la sécurité d'Israël ». Ce n'est pas tant les approximations et les chiffres que conteste Bayan ; ce qu'elle récuse, c'est la fausse chronologie selon laquelle les massacres auraient pris fin avec le départ des miliciens libanais le samedi 18 septembre à 8h du matin.

À rebours du rapport Kahane, Bayan al-Hout dévoile que les tueurs n'ont pas arrêté les massacres le matin du 18 septembre puisque qu'à sept heures, ils emmenaient les médecins et les infirmiers étrangers de l'hôpital Gaza pour les interroger et qu'à huit heures débutait la « grande marche » durant laquelle hommes, femmes et enfants furent contraints de marcher jusqu'à être rassemblés dans des cours ou sur des collines près de l'ambassade du Koweït. Grâce à sa gigantesque histoire orale, nous savons aujourd'hui que les massacres ont perduré toute

4 Bayan Al-Hut, B., *Sabra wa Shatila : Aylul 1983* (*Sabra et Chatila : septembre 1982*), Beirut, *Institute for Palestine Studies*, 2003. Bayan al Hout, née à Jérusalem, fille de Ajaj Nuwayhid figure du mouvement national palestinien et cofondateur du Parti de l'indépendance arabe en 1932.

5 Les témoignages de soldats israéliens ont également été collectés dans l'ouvrage : Ilana Hammerman et Irit Gal, *De Beyrouth à Jénine : témoignages de soldats israéliens sur la guerre du Liban*, La Fabrique éds., 2003.

la matinée du 18 septembre hors des camps sur la route de la cité sportive. C'est notamment son 39e entretien cité ici en prologue qui permet de restituer cette chronologie puisque Hajj Mahmoud, l'un des participants de la grande marche, est le seul être descendu dans une fosse commune et à en être ressorti vivant à midi.

Le juge Kahane n'a donc vraisemblablement pas fait son travail. Il décrit d'ailleurs l'immeuble utilisé par l'armée israélienne comme QG comme disposant de cinq étages alors qu'il en avait deux de plus.

Dès l'automne 1982, la commission MacBride remettait ses conclusions, donnant une tout autre interprétation du rôle des belligérants. Intitulée « Israël au Liban », elle établit qu'en tant que puissance occupante à Beyrouth Ouest à partir du 15 septembre, Israël avait pour tâche d'assurer la protection des populations civiles des camps, conformément à la convention de Genève. Dans l'un des appendices de son rapport, la commission insiste sur la notion de massacre génocidaire, de génocide culturel et de socio génocide définit comme : « tout acte délibéré commis avec l'intention de détruire la langue, la religion ou la culture d'un groupe racial, national ou religieux sur la base des croyances nationales, raciales ou religieuses de ses membres ». Elle rend responsables, directement ou indirectement, les forces israéliennes dans la planification de la tuerie. Puis, le 16 décembre 1982, dans sa résolution 27/123, l'Assemblée générale des Nations unies qualifie ce massacre d'« acte de génocide » par 123 voix pour et 22 abstentions.

Les deux acteurs impliqués de ce génocide à savoir Israël et les Forces Libanaises tendent à s'exonérer mutuellement en rejetant l'entière responsabilité des massacres sur l'autre partie. Cette tentative est également palpable au sein même des Forces Libanaises, les chefs du parti accusant des milices irrégulières et incontrôlées d'avoir perpétré les massacres.

Ces récits déculpabilisant ont aujourd'hui été entièrement démontés grâce notamment à la déclassification récente des annexes du rapport Kahane qui a permis de mettre au jour une volonté commune aux Israéliens et aux phalangistes de faire disparaître les Palestiniens ainsi que le rôle déterminant de politiques et militaires israéliens dans la mise en œuvre de ces massacres.

Les bourreaux libanais

Les sources font état du rôle crucial joué par Elie Hobeika, chef de la branche militaire des Forces Libanaises et donneur d'ordre à ses troupes. Dans son ouvrage *Les secrets de la guerre du Liban*, le journaliste français Alain Ménargues affirme que Fadi Frem, le commandant des Forces Libanaises a ordonné le déplacement de ses hommes vers les camps, tandis que le transfert a été mis en œuvre par Fouad Abou Nader, le neveu de Bachir Gemayel et Elie Hobeika.

Une autre source provenant directement de l'homme de confiance d'Elie Hobeika, Robert Hatem, affirme que le chef militaire des Forces Libanaises aurait asséné à ses troupes le 15 septembre qu'il fallait « nettoyer les camps des 2 000 terroristes qui s'y cachent encore [...] reprenant ainsi la propagande israélienne servant à justifier l'offensive. « À nous de les chasser en direction

des troupes de Tsahal qui les attendront à la Cité sportive[6] » aurait dit Hobeika à ses hommes. Dans son ouvrage *From Israel to Damascus*, Robert Hatem affirme qu'Elie. Hobeika aurait eu 24 heures pour préparer son « offensive » à l'aide de 200 membres de « forces spéciales », chacune sous les ordres d'un commandant différent : Joseph Asmar, Michel Zein, Georges Melko Maroun Mechaalani pour n'en citer que quatre[7]. Alain Ménargues confirme l'identité de ces hommes répartis en plusieurs groupes autour des mêmes Michel Zein, Georges Malco et Maroun Mechaalani.

C'est l'implication de ces forces dites « spéciales » qui conduit d'anciens responsables des FL à nier leur implication dans ces massacres. Assaad Chaftari, ex-commandant de l'appareil sécuritaire d'Élie Hobeika dédouane ainsi intégralement aussi bien Élie Hobeika que les Forces Libanaises dans leur ensemble : « Personne au sein des FL, je peux le certifier, n'a donné l'ordre de massacrer des civils Palestiniens »[8]. Balayant ainsi d'un revers de main toute forme de responsabilité, il rejette l'entière responsabilité des crimes sur des unités non formées n'ayant jamais été intégrées aux milices régulières. Il considère que l'unique erreur d'Élie Hobeika aurait été d'avoir confié cette « opération de police » à des bandes incontrôlables qui s'armaient et se finançaient grâce à des opérations de racket.

Ces propos restent marqués par une tentative d'auto-exonération, présentant tantôt ces massacres comme relevant d'une opération militaire (*'amaliya 'askariyya*) tantôt comme relevant de l'anarchie la plus totale (*'amaliya fawdajiyya*)[9].

Michel Zein, Georges Malco et Maroun Mechaalani n'auraient donc jamais été officiellement affilés aux partis ? Dans *Massaker*, film documentaire réalisé par Monika Borgman et Lokman Slim, Maroun Mechaalani est pourtant présenté comme une figure tutélaire. « Mechaalani c'est la racine du parti Kataeb. Il a commencé tout de suite avec Bachir dès le début de la guerre avec les Bejin (troupe d'élite des FL) formée en Israël. Il n'était pas un numéro dans la hiérarchie du parti non, il était au-dessus du parti. Tout le monde avait peur de lui y compris Bachir. Lui n'avait peur de rien sauf de Dieu. Avec son groupe ils étaient tout le temps sous drogue ». Là encore, la référence aux substances illicites consommées par Mechaalani et son groupe participe à évacuer toute explication et à réduire ce massacre à une simple vengeance qui aurait débordé sous l'effet de la cocaïne. Ainsi conclut l'un des miliciens affiliés au groupe de Maroun Mechaalani réputé n'avoir aucun sentiment pour personne, ni pour sa mère, ni pour sa femme. Il était considéré comme un « animal » animé par une seule chose, l'amour du Christ et la défense de sa patrie : « Le 16 septembre nous nous sommes réunis. Nous étions trente-cinq. Maroun nous a dit 'Préparez-vous'. Évidemment il ne fallait pas demander pour aller où. Celui qui demandait disait 'on va où' il pouvait rentrer chez lui. On s'est préparé. Je ne sais pas

6 Robert Maroun Hatem, alias Cobra, "From Israel to Damascus: The Painful Road of Blood, Betrayal and Deception", *Vanderblumen Publications,* 1999.

7 Le livre s'apparente à un règlement de compte, faisant porter la responsabilité de l'assassinat de Bachir Gemayel à Élie Hobeika. D'après lui Élie Hobeika qui deviendra plus tard l'homme de Hafez al-Assad au Liban collaborait déjà à l'époque avec les Syriens ce qui expliquerait pourquoi il aurait pris soin de monter un scénario pour éliminer Bachir Gemayel et provoquer ensuite le massacre des Palestiniens.

8 Assaad Chaftari, *La vérité même si ma voix tremble*, Bergham, 2015.

9 Les camps étant en effet restés ouverts et des individus isolés entraient et sortaient sans appartenir à un parti précis. C'est le cas par exemple des miliciens d'Amal et d'autres chiites qui ont agi en réaction aux exactions des Palestiniens sur les populations du sud Liban.

si Maroun avait reçu des ordres mais peu importe, on allait rentrer dans le camp pour venger Bachir. C'était clair : il fallait éliminer tout être vivant. Quand on a la volonté, on anéantit tout sans la moindre compassion ».

Dans les témoignages de quatre bourreaux recueillis par Monika Borgman et Lokman Slim se dégagent des détails importants sur motivations des acteurs et sur les méthodes d'administration de la mort. Non seulement quant aux armes utilisées (armes blanches essentiellement couteaux, haches) mais aussi sur l'acharnement sur les corps (démembrement des victimes avant de les achever ; têtes écrasées contre les murs, viols, égorgements, éventrements, tortures, actes de barbarie, chasse à l'homme, croix lacérées au couteau sur des corps des victimes, personnes victimes attachées aux véhicules et traînées vivantes, destruction de maisons au bulldozer). « Je tirais, je tirais et qu'est-ce que tu voulais tu que je ressente ? Je ne ressentais rien, c'était devenu une habitude. Tuer c'était pour moi comme fumer une cigarette. C'était que ça pour moi, un passe-temps ». À cela s'ajoute un acharnement particulier sur les femmes : « Les femmes avaient cette mauvaise habitude de crier pensant qu'en criant on allait les épargner alors que c'était tout le contraire ».

Jacques-Marie Bourget, premier journaliste à entrer dans les camps avec le photographe Marc Simon, revient sur ces scènes d'horreur et décrit des « têtes éclatées et écarlates (…) des femmes violées, d'autres éventrées, des lambeaux de chairs, des crânes ouverts à la hache, des cadavres d'enfants séparés selon un tri comme la séparation des sexes sur les bancs de l'église[10] ».

La construction de la figure du Palestinien comme ennemi à anéantir est ici centrale comme en témoigne le recours à la sémantique du « nettoyage », révélateur de l'objectif de suppression totale du groupe. « Notre mission était claire il fallait nettoyer (***tandhif***), éliminer tout le monde mais en réalité personne ne savait vraiment ce que faisait l'autre ».

Les donneurs d'ordres israéliens

Dans l'imaginaire collectif, Sabra et de Chatila reste associé à l'idée que, durant trois jours consécutifs, les FL ont massacré les Palestiniens sous le regard des soldats israéliens perchés dans leur tour de contrôle surplombant les camps. On retient notamment l'éclairage des camps que les Israéliens ont fourni en appui logistique aux miliciens. Cette image est trompeuse et masque le rôle central joué par Israël dans la mise en œuvre de ces massacres.

Le rôle clé des Israéliens se retrouve à plusieurs niveaux. Le 15 septembre, les soldats israéliens attaquent Beyrouth-Ouest prétextant chasser les combattants de l'OLP et se déploient autour des camps de réfugiés. Thomas Friedman relate ainsi les tirs d'artillerie provenant des positions israéliennes surplombant le camp à l'ouest[11].

Les sources évoquent également la présence, le 16 septembre, d'hommes parlant hébreu entre

10 Jacques-Marie Bourget, *Sabra et Chatila, Au Coeur du massacre*, Éditions Érick Bonnier, 2012.

11 Thomas Friedman, "Beirut Massacre: The Four Days", *The New York times*, September, 26, 1982.

eux dans le camp. Outre l'unité *Sadm*, unité d'élite de Bachir Gemayel formée et entraînée en Israël[12], il s'agit de la présence de groupes appartenant à l'unité d'élite Sayeret Matkal. D'après Alain Ménargues, ces commandos israéliens semblaient bien connaître les lieux. « Dès qu'un Palestinien ouvrait la porte de sa maison, il était abattu sur place ». D'autres témoignages font état d'hommes portant une kippa ou encore de traces d'emballages portant des inscriptions en hébreu ; la carte d'identité du sergent Benny Haïm aurait également été trouvée sur place. Ce n'est que dans un deuxième temps que l'armée du Sud Liban, milice supplétive d'Israël, pénètre dans les camps. À ce moment-là, le chef d'État-major de l'armée israélienne Rafael Eitan interdit à ses troupes l'entrée à Sabra comme à Chatila.

Les responsables israéliens sont aussi ceux qui signent la fin des massacres. Si le ministre de la Défense Ariel Sharon avait affirmé que cette demande avait été formulée dès le vendredi 17 septembre à 11 heures, les miliciens ont bien été autorisés à rester dans les camps jusqu'au samedi. Cette décision, prise par le haut commandement israélien, reste l'une des plus controversées : À 16h30 vendredi, après qu'Ariel Sharon a affirmé que le général Drori avait ordonné la fin de l'opération le matin même, lui et le général Eytan ont rencontré à nouveau les Phalangistes. À ce moment-là, a dit Sharon, il a été « convenu que tous les Phalangistes quitteraient les camps de réfugiés samedi matin ».

L'autre volet de cette intime coopération repose sur les réunions qui se sont tenu en amont des massacres entre les responsables de l'armée, le Mossad et les Phalanges les 15 et 16 septembre. Le matin du 15, Rafaël Eitan chef d'État-major arrive au siège des Phalanges et ordonne de se tenir prêt pour l'attaque à venir. Les phalangistes demandent un délai de 24 heures pour se préparer[13]. Robert Hatem revient quant à lui sur la journée de condoléances du 15 septembre qui a eu lieu dans la maison de Bachir Gemayel à Bikfaya au cours de laquelle les Israéliens auraient demandé aux Phalangistes de « vider les camps de deux mille terroristes ». D'après Robert Hatem l'ordre de vider les camps aurait été adressé par Sharon à Elie Hobeika[14].

Le rôle des États-Unis : du laisser-faire à la cobelligérance

Sabra et Chatila doit aussi être lu au regard d'un contexte international qui a permis ces massacres. Alors même que la mission de la Force Multinationale était de protéger les civils[15] son départ quelques jours seulement après celui de l'OLP reste mystérieux[16]. Une enquête reste à faire pour saisir les raisons qui ont conduit au départ précipité des forces franco-italo-

12 Certains témoignages du film *Massaker* évoquent aussi la présence de « bulldozers juifs » à l'intérieur des camps durant les massacres.

13 *Rapport Kahane,* note 32.

14 Le 24 janvier 2002, Elie Hobeika meurt dans un attentat à la voiture piégée devant son domicile alors qu'il devait témoigner deux jours plus tard dans une plainte déposée contre Ariel Sharon à Bruxelles.

15 Alain Brouillet, « La Force Multinationale d'interposition à Beyrouth (21 août - 13 septembre) », *Annuaire français de droit international*, 1982, n°28, pp. 293-336.

16 Voir : "The Reagan Administration and Lebanon, 1981–1984", Office of the Historian", *Foreign Service Institute United States Department of State*, URL : https://history.state.gov/milestones/1981-1988/lebanon

américaines présentes pour coordonner le départ de l'OLP et censées garantir la sécurité des populations civiles des zones évacuées[17].

Qu'en est-il du rôle des États-Unis ? Dès 2012, Seth Aniska analysait le tournant que représentait le discours de Ronald Reagan du 1er septembre 1982 lequel soutenait une évacuation israélienne des Territoires palestiniens occupés et appelait à l'ouverture de négociations. Ces paroles, inadmissibles pour Menahem Begin, ouvrirent une période de froid entre les deux parties. Seth Aniska montre comment, à plusieurs reprises, les États-Unis ont essayé d'imposer leurs vues aux responsables Israéliens, en vain.

Le 15 septembre, au cours d'une rencontre avec l'ambassadeur israélien à Washington, Lawrence Eagleburger, sous-secrétaire d'État américain appelle au retrait immédiat de l'armée israélienne de Beyrouth Ouest. Cette demande est restée sans réponse. D'après Eagleburger, les États-Unis ont été « victimes d'une tromperie délibérée de la part d'Israël[18] ».

Le 16 au soir l'envoyé spécial américain Morris Daper ainsi que l'ambassadeur américain à Tel Aviv Sam Lewis se réunissent avec le ministre de la défense Ariel Sharon, le chef d'état-major Rafael Eitan et le général Yehoshua Saguy. Draper exige l'évacuation des miliciens libanais des camps et demande que l'armée libanaise prenne la place des phalangistes. Le général Saguy s'y oppose et rétorque « Et qui va les empêcher de rester ?[19] » .

La réunion cruciale se tient le 17 septembre à midi : alors que les massacres se poursuivent dans les camps, l'envoyé américain Morris Draper rencontre à midi Ariel Sharon et affirme : « Nous n'avons pas pensé que vous deviez entrer. Vous auriez dû rester dehors[20] ». Prétendant qu'il reste toujours entre deux et trois mille combattants dans les camps, Sharon répond : « Que vous l'ayez pensé ou pas… Quand l'existence et la sécurité sont en jeu, tout est de notre responsabilité, on ne laissera jamais personne d'autre décider pour nous[21] ».

La nouveauté des annexes du rapport Kahane déclassifiées en 2018 et découvertes par Seth Aniska repose sur le verbatim Sharon-Draper qui montre que les massacres de civils palestiniens ont bien été prolongé de 48h supplémentaires grâce à l'acquiescement de Draper[22]. Lorsque le président Reagan fait sa fameuse déclaration « outrage and revulsion over the murders », il est déjà trop tard[23].

---

17 Jacques-Marie Bourget rapporte la présence de soldats français à l'entrée des camps le 19 septembre. Selon son témoignage des soldats français, dès leur retour de Chypre, auraient été témoins impassibles de la brutalité des miliciens forçant les Palestiniens à monter dans des camions.

18 Jim Lobe, "42 years ago today: The Sabra & Shatila massacre", *Reponsable Statcraft* , 18 sept 2024, URL: https://responsiblestatecraft.org/sabra-shatila-massacre/

19 Seth Anziska, « Nouvelles révélations sur les massacres de Sabra et Chatila », *OrientXXI*, 28 octobre 2018, URL : https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/nouvelles-revelations-sur-les-massacres-de-sabra-et-chatila,2688#nb3

20 Sylvain Cypel, « Massacre de Sabra et Chatila : une tragédie "évitable" », *Le Monde*, 13 septembre 2022, URL: https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/09/17/le-massacre-evitable-de-sabra-et-chatila_1761171_3218.html

21 *Op.cit.*

22 Seth Anziska, "Sabra and Shatila: New Revelations", *The New York Review*, 17 septembre 2018, URL: https://www.nybooks.com/online/2018/09/17/sabra-and-shatila-new-revelations/

23 Donald Reagan, *Statement on the Murder of Palestinian Refugees in Lebanon*, The American Presidency Project, 18 septembre 1982, URL: https://www.presidency.ucsb.edu/documents/statement-the-murder-palestinian-refugees-lebanon

Ces éléments nous permettent de lire sous un autre jour les relations entre l'administration américaine et le Premier ministre Netanyahou, souvent qualifiées de conflictuelles en particulier depuis le retour de Trump à la maison blanche. Ce dernier serait ainsi parvenu à imposer au premier ministre israélien le cessez-le-feu du 15 janvier 2025 entré en vigueur quatre jours plus tard. Pourtant, de l'invasion de Rafah en mai 2024 au blocage de l'aide humanitaire, Netanyahou n'a jamais répondu auxdites exigences d'Antony Blinken ou de Steve Witcoff. Il a même brisé le cessez-le-feu imposé par Trump sans que cela n'entraîne aucune sanction. Alors que Gaza est de nouveau sous le feu depuis le 18 mars, les États-Unis jouent les négociateurs à Doha, laissant ainsi le temps à Israël de poursuivre ses massacres et couvrant une nouvelle phase plus meurtrière le génocide. L'implication des agences américaines est totale, de la fourniture d'armes jusque dans la délivrance de l'aide humanitaire qui n'est qu'une extension d'un plan de l'armée israélienne[24].

Des plans génocidaires toujours mis en œuvre 1948 – 1982 – 2023

Ce que révèlent les annexes du rapport Kahane, c'est aussi l'inscription de Sabra et Chatila dans des discussions plus anciennes entre Israéliens et phalangistes visant à supprimer toute présence palestinienne du Liban. Pour Seth Aniska : « Le plus important est que ces plans n'étaient pas limités à l'expulsion des seuls combattants de l'OLP. Il ressort clairement de divers documents que ce plan concernait les réfugiés palestiniens en général »[25]. En juin 1982, une semaine après l'invasion israélienne, Bachir Gemayel déclare au directeur du Mossad, Nahum Admoni : « Il est possible que, selon le contexte, nous ayons besoin de plusieurs Deir Yassine[26] ».

Le 9 avril 1948, le massacre de Deir Yassine, petit village situé à quelques kilomètres à l'ouest de Jérusalem, a été sous-traité par la Haganah aux milices du LEHI et de l'Irgoun sous le commandement de Menahem Begin. Les Britanniques, qui n'avaient pas achevé leur départ de Palestine, ne sont pas intervenus pour stopper ce massacre. Celui-ci fait partie intégrante du plan Daleth, un plan global d'expulsion élaboré dès 1947 visant à rétablir une démographie en faveur des Juifs. Achevé en mars 1948, ce document de 75 pages traduit en partie par l'historien palestinien Walid Khalidi visait ainsi à mettre en œuvre la destruction des villages palestiniens et à occuper le plus de territoires possibles[27].

La déportation des Palestiniens du Liban a été évoquée à plusieurs reprises en juillet 1982 d'abord, lors d'une rencontre au QG des miliciens maronites à Beyrouth, lorsque Gemayel demande aux Israéliens « s'ils s'y opposeraient au cas où il [lui, Gemayel] ferait entrer des bulldozers dans les

24 L'une des principales entreprises américaines privées de sécurité chargée de l'aide est Safe Reach Solutions est dirigée par Philip Reilly, un ancien agent de la CIA déjà intervenue lors du cessez-le-feu pour contrôler les voitures palestiniennes qui remontaient du sud vers le nord. Le New York Times a constaté que les grandes lignes du plan ont été discutées fin 2023, lors de réunions privées réunissant des officiers, hommes d'affaires.

25 Voir son entretien par Sylvain Cypel dans *Orient XXI*, URL : https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/nouvelles-revelations-sur-les-massacres-de-sabra-et-chatila,2688

26 *Op.cit.*

27 "Plan Dalet: Master Plan for the Conquest of Palestine", *Journal of Palestine Studies*, Vol.18, No1, Special Issue: Palestine 1948, Automn 1988, pp. 4-33.

camps palestiniens du sud, pour les en faire partir[28] ». Sharon, qui était présent, répond : « tout ça n'est pas notre affaire. » Puis, le 31 juillet, lors de la réunion qui s'est tenue entre le général Saguy et Béchir Gemayel dans le ranch privé d'Ariel Sharon. Deux jours avant son assassinat, Gemayel dit à Sharon que « les conditions doivent être créées pour mener les Palestiniens à quitter le Liban[29] ».

Nous pouvons également nous référer à la commission MacBride qui atteste que ces massacres s'inscrivent dans la continuité de l'invasion israélienne du Liban qui avait pour objectif de détruire l'organisation sociale des Palestiniens : « La Commission conclut que l'un des principaux objectifs de l'invasion du Liban était d'assurer la dispersion de la population palestinienne, poursuivie par la destruction des camps de réfugiés et les massacres de Sabra et Chatila. Les bombardements de terreur sur les zones civiles, en particulier à Beyrouth, étaient en partie motivés par la volonté de provoquer cet exode forcén[30] ».

Ici, le projet d'expulsion doit être réinscrit dans le cadre des ambitions israéliennes sur le Liban. Pour Menahem Begin comme pour Ariel Sharon, expulser les Palestiniens était un moyen d'établir un « Liban chrétien », « allié naturel » d'Israël dans le monde arabe[31]. Ce « nouvel ordre » libanais déjà présent en 1982 est plus que jamais au cœur du projet de Netanyahou qui se réjouit d'avoir remporté des batailles majeures contre le Hezbollah, d'avoir affaibli l'axe de la résistance et appelle à un nouveau Moyen-Orient. Cette refonte complète du voisinage arabe se fait avec le soutien direct des États-Unis qui ont appuyé Israël dans toutes leurs opérations militaires du Liban à la Syrie jusqu'en Iran.

Parmi les nombreux plans de destruction totale de Gaza et de « conquête » de ce territoire, citons le « plan des généraux[32] » annoncé en septembre 2024 et visant les affamer les gazaouis du Nord de l'enclave. Le plan d'expulsion et de déportation, identifié désormais comme le « plan Trump » marque quant à lui un déplacement de la sphère de sous-traitance vers la définition des objectifs politiques et militaires. Netanyahou qualifie ainsi le plan de Trump de déportation des gazaouis vers l'Égypte et la Jordanie de « vision audacieuse ». Cet à partir des déclarations du président américain, le ministre de la défense Israel Katz ordonne à l'armée de préparer un plan en vue d'un départ des Gazaouis qui le souhaitent. Le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben Gvir annonce que l'heure est venue d'attaquer Gaza, d'y établir un gouvernement militaire et de mettre en place le plan Trump. Le ministre des Finances Smotrich a quant à lui évoqué l'existence d'une nouvelle autorité supervisée par le ministère de la défense et le cabinet du ministre chargée d'orchestrer l'expulsion massive des Palestiniens potentiellement vers la Libye.

28 Seth Anziska, *Orient XXI*, *op.cit.*

29 *Op.cit.*

30 "Israel in Lebanon: Report of the International Commission to Enquire into Reported Violations of International Law by Israel during Its Invasion of the Lebanon", *Journal of Palestine Studies*, Spring, 1983, Vol. 12, No. 3, pp. 117-133. Extrait traduit en français par l'auteure.

31 David Hurst, « L'orgueil impérial démesuré : Israël mène une "guerre choisie" au Liban », in, Hurst, *Une histoire du Liban*, pp.181-227.

32 "Israel in Lebanon: Report of the International Commission", *Journal of Palestine Studies*, Vol. 12 No. 3-Spring 1983, URL : https://www.palestine-studies.org/en/node/38805

Silencer le génocide

« *Ça sera aux historiens de juger* ». Interrogé à savoir si le terme de génocide s'applique à la situation actuelle dans la bande de Gaza, Emmanuel Macron a dit s'en remettre aux historiens[33]. Pourquoi les historiens ? L'inflation de sources publiques et les milliers d'images diffusées en direct, l'accumulation de matériau sur les réseaux sociaux font de Gaza un champ d'investigation ouvert aux sociologues du temps présent, aux juristes, mais aussi aux politiques puisqu'une parole publique est aussi performative. Or, reléguer à plus tard la qualification est aussi une manière de laisser faire. Ajourner le jugement c'est quelque part donner le droit de massacrer maintenant.

Parmi les historiens réunis en 2016 au sein de la Mission d'étude sur la recherche et l'enseignement des génocides et des crimes de masse, peu se sont prononcés sur Gaza. Le 28 novembre 2023, Vincent Duclert affirmait dans un entretien à Libération « qu'une situation humanitaire, même effrayante, ne suffit pas à définir un génocide[34] ». Dans une tribune coécrite avec le juriste Yann Jurovcis, l'historien Iannis Roder récuse l'usage de cette notion pour qualifier la situation à Gaza. Selon lui, il y aurait une confusion autour du terme génocide « qui ne se définit jamais par le nombre de victimes qu'il atteint, mais par le nombre des victimes désignées. Ainsi, la Shoah est un génocide, non parce que 6 millions de juifs ont péri, mais parce que 11 millions étaient visés[35] ». Il considère aussi que les attaques délibérées contre les civils à Gaza devraient nous amener à parler de « crimes contre l'humanité » mais pas de génocide car ce n'est pas l'entièreté du groupe qui est visé. L'autre argument avancé est que la présence de groupe(s) armé(s) dans la bande de Gaza ne permettrait pas l'usage de ce terme qui serait strictement réservé aux contextes où une armée régulière ou milice armée viserait des civils et seulement des civils. Ils citent à cet égard les Tutsis, des juifs et des Arméniens, des populations civiles désarmées.

Ces arguments juridiques rappellent ceux utilisés par Bruno Karsenti, Jacques Ehrenfreund Julia Christ, Jean-Philippe Heurtin, Luc Boltanksi et Danny Trom pour incriminer Didier Fassin qui, en novembre 2023, évoquait le « spectre d'un génocide[36] » à Gaza. Ils s'inscrivent dans un cadrage bien particulier, celui du « discours de sens commun savant en France[37] » qui sacralise Israël et empêche toute comparaison avec d'autres situations coloniales et/ou génocidaires.

Dès 2016, lors de l'ouverture de la mission ministérielle dirigée par Vincent Duclert, nous avions exprimé notre souhait d'inviter, dans le cadre des auditions, des spécialistes des violences de masse en Palestine. Cette requête nous avait valu les foudres d'un des participants qui d'emblée avait publiquement rétorqué que notre propos était « hors sujet ». Puis, lorsque nous

33 Mots prononcés le 13 mai 2025 lors d'un entretien télévisé sur la chaîne *TF1*.

34 Entretien dans *Libération* le 28 novembre 2023.

35 Yann Jurovics et Iannis Roder, Conflit israélo-palestinien : « Parler de génocide quand il s'agit de guerre, c'est s'interdire de comprendre les événements », *Le Monde*, Tribune publiée le 14 novembre 2024, URL : https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/11/14/conflit-israelo-palestinien-parler-de-genocide-quand-il-s-agit-de-guerre-c-est-s-interdire-de-comprendre-les-evenements_6393175_3232.html

36 Dans un article publié dans *AOC* le 1er novembre 2023.

37 Sbeih Sbeih, « L'université colonisée : entre destruction du savoir en Palestine et déni de la colonialité en France », *Contretemps*, 6 mai 2025, URL : https://www.contretemps.eu/universite-colonisee-destruction-savoir-palestine/

présentions notre note sur Sabra et Chatila, l'un des membres de la mission avait eu pour seule réaction « merci, vous avez montré que ce sont bien les FL qui ont commis ce massacre ».

Ce refus presque caricatural de prendre en compte la Palestine dans le champ des ***Genocide studies*** n'est pas propre à la France même si sept spécialistes des génocides ont récemment reconnu que les pratiques d'Israël à Gaza étaient génocidaires[38]. Raz Segal, attaqué et sanctionné pour avoir dit que la situation à Gaza répondait bien à la qualification juridique du génocide, montre bien l'existence d'une très forte hiérarchie au sein de ce champ d'études constitué autour de l'idée d'unicité absolue de l'Holocauste, considéré comme d'une gravité supérieure au génocide[39]. D'après Segal, cette hiérarchisation a plusieurs objectifs : elle permet d'abord alimenter « le discours de supériorité morale des Juifs, étroitement lié au projet sioniste, et donc de servir l'impunité d'Israël dans le système juridique international ». Elle permet aussi aux Allemands de dissocier le nazisme du reste de leur histoire et d'évacuer toute filiation entre le passé colonial allemand et le génocide des Juifs.

Le génocide des Héréros et les Namas perpétrés par les Allemands en Namibie a longtemps été ignoré par les historiens. Premier génocide du XXe siècle, ce massacre a été perpétré en contexte colonial ce qui explique pourquoi il est resté à la marge de la littérature spécialisée. Le contexte colonial européen et celui de colonisation de peuplement en Israël invitent en effet à la comparaison. Après Didier Fassin, Omer Bartov met en regard l'attitude des Israéliens en 2023 avec celle des Allemands qui, il y a 119 ans, considéraient que les Héréros barbares devaient être annihilés[40].

Ainsi, ce champ d'expertise appelé Holocauste and *Genocide studies*, fondé sur une hiérarchisation très politique, sert de caution scientifique à la négation de l'extermination des Palestiniens. D'après Ussama Makdisi, la négation des Palestiniens « est fondée sur une communauté de langage entre Israël et l'Occident profondément raciste... Son ancrage dans l'histoire coloniale dont le sionisme est une manifestation, fait qu'elle contient un potentiel génocidaire[41] ».

Conclusion

L'étude des massacres de Sabra et Chatila met en exergue un *continuum* de génocides depuis la Nakba. L'objectif commun de 1948 à 2023 est l'extermination des Palestiniens, une extermination systématique qui ne concernent pas les seuls combattants mais comprend la totalité des civils. Si l'agencement tactique d'Israël a pris des formes différentes selon les contextes, c'est la bien destruction du tissu social palestinien qui est à chaque fois visée.

38 « Sept scientifiques renommés presque unanimes : Israël commet un génocide à Gaza », *Asssociation AURDIP*, 1er juin 2025, URL : https://aurdip.org/sept-scientifiques-renommes-presque-unanimes-israel-commet-un-genocide-a-gaza/

39 Raz Segal, « La négation du génocide à Gaza dans les études sur l'Holocauste », *Contretemps*, 12 février 2025, URL : https://www.contretemps.eu/negation-genocide-gaza-etudes-holocauste/

40 *The New York Review of books*, LXXII, N.7, April, 2025.

41 Ussama Makdisi, « Entre Israël et l'Occident, le déni potentiellement génocidaire de la Palestine », *Contretemps*, 5 novembre 2023, URL : https://www.contretemps.eu/israel-occident-deni-palestine/

La mise en regard du présent avec le contexte de Sabra et Chatila permet de remettre au cœur du processus génocidaire le laisser faire international. Il n'est en effet pas possible de penser le génocide sans se référer au contexte international qui l'accompagne. « We are destroying everything that remains in Gaza, the world isn't stopping us », annonce très justement Smotrich. En 1982, les responsables Américains, ne prenant aucune sanction contre Israël, ont non seulement cautionné les massacres mais ont aussi permis au génocide se faire. Un laisser-faire qui va progressivement augmenter pour arriver à la forme entièrement internationalisée du génocide actuel. L'autre trait-commun qui transcende les périodisations est l'existence de plans prémédités, du plan Daleth de 1948 aux plans concertés visant à détruire l'entièreté du groupe au Liban.

Nous nous sommes ici concentrés sur les plans génocidaires ; nous aurions également pu nous référer aux discours prononcés par les responsables politiques et militaires israéliens prouvant eux aussi l'intentionnalité génocidaire[42]. Il est ainsi possible d'historiciser la phrase selon laquelle « il n'y a pas de civils innocents à Gaza ».

Plusieurs différences existent entre les deux contextes, l'un en pleine guerre froide l'autre sous hégémonie américaine. En 1982 les choses se passaient à l'abri des caméras et qu'aujourd'hui les massacres sont retransmis en direct. L'une des différences fondamentales concerne l'attitude de la société israélienne qui en 1982 avait manifesté pour la tenue d'une commission d'enquête sur les massacres, des mobilisations qui avaient conduit à la chute du gouvernement, tandis qu'aujourd'hui 82 % des juifs israéliens souhaitent l'expulsion des Palestiniens de Gaza ainsi que celle des Palestiniens citoyens d'Israël[43].

42 Les centaines de déclarations sont référencées dans une base de données : https://law4palestine.org/wp-content/uploads/2024/02/Database-of-Israeli-Incitement-to-Genocide-including-after-ICJ-order-27th-February-2024-.pdf

43 « Le chiffre : 82 % des israéliens sont favorables au nettoyage ethnique », *Contre-attaque*, 25 mai 2025, URL : https://contre-attaque.net/2025/05/25/le-chiffre-82-des-israeliens-sont-favorables-au-nettoyage-ethnique/